



cc by-nc-nd 2.0 dominique capromier

Nos vies valent plus que leurs profits !

NANTERRE Anticapitaliste

« Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres », selon l'ONG Oxfam. Parmi elles, Liliane Bettencourt, propriétaire de L'oréal, Bernard Arnault, François Pinault et Serge Dassault. Pas besoin de chercher plus loin pour savoir à qui profitent le chômage, la précarité et l'austérité.

Et le gouvernement Hollande-Ayrault continue de faire des cadeaux aux entreprises – c'est-à-dire à leurs actionnaires. Il vient de franchir une nouvelle étape dans l'offensive qu'il mène contre les classes populaires pour le compte du patronat auquel il fait un nouveau cadeau de 30 milliards avec en prime, la remise en cause de la protection sociale.

Comme d'habitude, le gouvernement va nous présenter l'addition : coupes budgétaires dans les hôpitaux, les écoles et l'ensemble des services publics. Mais aussi, augmentation des impôts, notamment du plus injuste : la TVA. Et pour justifier tous ces « sacrifices », on nous chante toujours la même chanson : « les caisses de l'État sont vides ».

Elles sont vidées par un virement permanent vers les comptes des plus riches. Mais aussi par toutes ces guerres impérialistes menées en Libye, Mali, Côte d'Ivoire et Centrafrique... Le but de celles-ci n'étant pas de protéger les populations mais d'aller rétablir l'ordre dont ont besoin les grandes entreprises françaises pour tirer profit de ces régions.

Et pour mieux faire passer la pilule, le gouvernement montre du doigt les immigrés et mène des campagnes anti-Roms. Mais toutes les gesticulations de Valls ne nous feront pas oublier que ce ne sont pas les immigrés qui licencient, précarisent et suppriment des postes.



*Yann Le Merrer a 42 ans.
Postier et syndicaliste, en lutte
actuellement contre la précarité
avec ses collègues du 92.*

Votez
Yann Le Merrer !

Votez pour la liste
NANTERRE
Anticapitaliste

Toute cette politique raciste n'a qu'un but : faire diversion et tenter de diviser les travailleurs !

A Nanterre, qui est encore une ville populaire malgré la proximité de La Défense, nous ne sommes pas mieux lotis qu'ailleurs : les loyers flambent dans le privé et sont devenus inabordables pour beaucoup d'entre nous. Même si la municipalité sortante (PC, PS et alliés) construit des logements sociaux, ils sont également devenus trop chers. Cette majorité d'union de la gauche préfère soutenir l'Arena 92, un stade pharaonique qui nous apportera plus de nuisances que de satisfactions. Les problèmes que nous rencontrons au niveau local (hausse du coût de la vie et des loyers, suppressions d'emplois et dégradation des services publics) sont les effets de la politique d'austérité menée à l'échelle nationale, dont les municipalités, même celles qui se disent de gauche comme Nanterre, se font le relais.

Dans la continuité de ce qu'ont défendu Olivier Besancenot et Philippe Poutou aux dernières élections présidentielles nous voulons au cœur de la campagne des revendications d'urgence pour le monde du travail :

- ↪ *Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous.*
- ↪ *Minimum 300 euros d'augmentation pour tous et pas un salaire en-dessous de 1700 euros net par mois.*
- ↪ *Blocage des loyers. Réquisition des logements vides et construction en masse de logements pour combler tous les besoins.*
- ↪ *Arrêt des subventions à fond perdu aux entreprises sous prétexte de créations d'emplois qu'on a jamais vus, et création des emplois nécessaires dans les services publics, hôpitaux, transports etc.*

Un logement décent et accessible à tous !

Non à l'ANRU (Agence Nationale de rénovation urbaine) !

Depuis les lois De Robien et Borloo, l'État ne subventionne plus d'opération d'urbanisme s'il n'y a pas démolition de HLM. Au lieu de s'insurger contre cette politique scandaleuse, la mairie de Nanterre a accepté de se lancer dans diverses opérations de « rénovation urbaine » au petit Nanterre, aux Provinces Françaises et au « Bateau » avec des centaines de logements sociaux en bon état détruits. Une bonne partie des nouvelles constructions ont servi uniquement à reloger ces habitants au détriment des demandeurs de logement et des nécessaires opérations de rénovations. La municipa-

lité actuelle met en avant la « mixité sociale » pour justifier la construction de logements privés à la place des HLM. Cette mixité se résume souvent à chasser les plus pauvres et les forcer à s'installer encore plus loin du centre de Paris.



Démocratie

La municipalité se vante abusivement de pratiquer la « démocratie participative ». Les conseils de quartier sont privés de tout pouvoir. Ils ne disposent toujours pas du budget que nous réclamions dès 2001 et qui avait été promis par le Maire en 2008. La commission extra-municipale d'environnement dépeint. Les « concertations » sont souvent factices. La gestion du personnel communal, très autoritaire, engendre de nombreux conflits sociaux.

Le minimum pour une municipalité de gauche, c'est d'être un employeur exemplaire

Marre qu'ils bradent l'école !

Au collège et au lycée...

Des enseignants de collèges et lycées populaires des Hauts-de-Seine, rejoints par d'autres de Seine-Saint-Denis, et soutenus par les parents d'élèves, se mobilisent actuellement contre les suppressions de poste. Dans leurs établissements, relevant de l'éducation prioritaire (label décerné par le ministère à certains collèges ou lycées qui accueillent des élèves de milieu populaire), le nombre de postes a été amputé. Cela signifie plus d'élèves par classe, moins de cours en demi-groupe, une scolarité plus difficile pour les élèves de ces établissements. Pendant que le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon fait de beaux discours sur les moyens qu'il prétend donner à l'éducation prioritaire, les rectorats y sucent des postes.

Depuis des années, les maternelles, primaires, collèges et lycées perdent leurs moyens, notamment dans les quartiers les plus défavorisés. Vincent Peillon vient d'annoncer qu'il allouerait 350 millions d'euros supplémentaires aux établissements labellisés « éducation prioritaire » à la rentrée 2014.

Mais en réalité, les 350 millions d'euros seront pris à d'autres établissements. Un petit jeu mesquin de vases com-

municants... jusqu'à ce que la goutte d'eau ne les fasse tous déborder ! À ce jour, des profs et des parents d'élèves des Hauts-de-Seine ont réussi à étendre leur mobilisation d'un établissement à l'autre et d'un département à l'autre. C'est de cette manière que nous pourrions contrer les attaques du gouvernement Hollande-Ayrault !

À l'école primaire...

Le gouvernement Hollande a lancé à marche forcée une réforme des rythmes scolaires dont le contenu est décrié par l'ensemble de la communauté éducative : enseignants, animateurs, agents territoriaux travaillant dans les écoles et parents d'élèves. Au lieu de s'attaquer aux réels problèmes de l'école : le manque de moyens et de postes, les classes surchargées, la destruction des RASED (réseaux d'aide pour les enfants en difficulté scolaire), le gouvernement choisit de mettre en place une réforme qui va augmenter les inégalités puisque les activités après l'école seront à la charge des parents et de la commune. Dans le même temps, Peillon a annoncé une baisse du taux légal d'encadrement, donc plus d'enfants par animateur.

À Nanterre, la réforme des rythmes se traduira par un allègement d'une demi-heure seulement de la journée de classe mais il faudra venir à l'école en plus le mercredi. Nous sommes loin de ce que le gouvernement appelait une « révolution des rythmes » pour le bien-être des enfants.

Malgré la forte contestation et les mobilisations contre cette réforme, Patrick Jarry et son maire-adjoint à l'enseignement Zacharia Benamar (PS) ont fait le choix d'organiser sa mise en place à la rentrée prochaine. Pourtant ils auraient pu résister et refuser d'appliquer cette réforme comme les maires de Vitry-sur-Seine ou Bagnole. **Le NPA se prononce contre cette réforme et se battra aux côtés des personnels et parents mobilisés pour qu'elle ne s'applique pas à la rentrée prochaine et pour obtenir son retrait.**

Les femmes en ont ras le bol !

Elles représentent 80% des salariés payés en-dessous du Smic, leurs salaires sont inférieurs en moyenne de 20% de ceux des hommes. Emplois précaires, temps partiels imposés, chômage, elles connaissent ! Au moment de la retraite, leurs pensions sont en moyenne 62% inférieures à celles des hommes.

Les femmes sont les premières touchées par la diminution des postes dans les services publics de la santé ou de la petite enfance, et par la diminution des subventions des associations comme le planning familial : 180

centres d'IVG fermés en 10 ans, pénurie de places en crèches, manque de centres d'accueil pour les femmes victimes de violence.

Nous voulons un véritable service public de la petite enfance gratuit et de qualité, une nette augmentation des places de crèches, la contraception et l'avortement gratuits et accessibles pour toutes les femmes.

Nous voulons une réelle loi cadre sur les violences faites aux femmes, et la mise en place d'un service public d'accueil des femmes victimes de violence, d'écoute et de prévention avec des

personnels formés à Nanterre, comme dans chaque ville.

Nous voulons que l'égalité entre filles et garçons soit enseignée dans les écoles, les collèges et les lycées, et appliquée à la maison comme dans le monde du travail : « À travail égal, salaire égal ! » Nous voulons que la parité soit la règle pour les postes de direction dans les administrations publiques, les entreprises, et pour tous les mandats politiques.



Grève à la poste contre la précarité

Les facteurs de Rueil-Malmaison, rejoints par d'autres bureaux de poste du 92, sont en grève pour exiger la réintégration d'une de leurs collègues mise à la porte à la fin de son contrat précaire. 20 % des postiers dans le département sont recrutés en contrat précaire (contrats d'apprentissage, professionnels ou d'insertion...). Pour chacun de ces contrats, l'entreprise touche des subventions publiques ! Pour le contrat d'insertion, la majorité du salaire est prise en charge par le Conseil général et en plus l'entreprise bénéficie d'une exonération de cotisations. La Poste touche aussi entre 200 et 300 euros de primes pour le tutorat qu'elle effectuerait auprès des salariés en contrat aidé.

La Poste, ainsi que l'ensemble des entreprises et la Fonction publique, organisent consciemment la précarité. Après avoir empoché l'argent public, les entreprises mettent à la porte les précaires !

Alors les postiers actuellement en grève dans le 92 ont bien raison de chercher à étendre leur mobilisation d'un bureau à l'autre, d'une entreprise à l'autre parce que le monde du travail est confronté à ce même problème de la précarité et du chômage alors que les profits des grandes entreprises explosent !

La liste du NPA veut se faire partout le relais de toutes les luttes actuelles, comme la mobilisation des personnels et des parents contre la réforme des rythmes scolaires, la grève des enseignants contre les suppressions de postes dans les collèges et les lycées, ou encore la grève des postiers du 92 contre les licenciements et la précarité. **C'est le programme que nous défendrons pour ces élections, au Conseil municipal si nous y avons des élus, mais aussi dans les luttes que nous mènerons tous ensemble.**

A la mairie de Nanterre : précarité et suppression de postes

En septembre 2013, 14 postes d'Atsem (agents territoriaux spécialisés d'école maternelle) ont été supprimés. À la médiathèque Flora Tristan, le départ en retraite d'un agent n'a pas été remplacé entraînant des jours de fermeture supplémentaires. Dans d'autres services municipaux, le manque de personnels alourdit la charge de travail de ceux qui restent et pèse sur le service rendu aux Nanterriens. Pour compenser ces manques, la mairie multiplie les contrats précaires et d'insertions. Là encore, le minimum pour une municipalité de gauche, c'est d'être un employeur exemplaire.

Et quant au soutien de la municipalité aux travailleurs du privé en proie aux licenciements et à la précarité, ne saute pas aux yeux... Elle n'a pas bougé pour s'opposer à la fermeture de Fulmen et peu pour les Papeteries de la Seine. On se souvient d'une autre détermination quand il s'agissait de défendre les fonderies Montupet.

En 2012, il a fallu 66 jours de lutte contre les suppressions de postes à Nanterre et une délégation des facteurs à la mairie pour que le maire Patrick Jarry se fende d'une simple lettre de soutien.

Français, Immigrés : égalité des droits !

Plus de 30 ans après la promesse faite par le candidat du PS François Mitterrand, les étrangers extra communautaires sont toujours interdits d'élections même locales. A Nanterre, une importante partie de la population qui travaille, produit des richesses et paye des impôts se voit ainsi privée d'un droit démocratique élémentaire.

Le NPA revendique le droit de vote à toutes les élections, la régularisation de tous les sans papiers et la libre circulation de tous et toutes !

Réunion publique

**vendredi 7 mars
de 20h à 22h**

Salle des Guignons

7 boulevard du Général-Leclerc

Votez anticapitaliste !

*Vous souhaitez nous soutenir lors de cette campagne ? Y participer ?
N'hésitez pas, contactez les militants du NPA !*

npananterreville@yahoo.fr